

L'hôpital de Pontoise en danger !

Pour combler le "déficit" de 11,5 millions d'euros creusé par la tarification à l'acte (réforme de 2003 imposant la rentabilisation des actes médicaux), la direction de l'hôpital de Pontoise veut supprimer 200 postes dont une quinzaine de postes de médecins d'ici la fin de l'année. Une fois encore, des services sont menacés de fermeture.

Alors qu'il est situé au cœur d'un bassin de population de 500 000 habitants et qu'il dessert 4 départements, l'hôpital de Pontoise est mis en danger dans le seul but de le rentabiliser un peu plus, en imposant au personnel des horaires et des cadences insupportables.



DE L'ARGENT, IL Y EN A !

Le projet de compression du service hospitalier à Pontoise s'inscrit dans la mise en œuvre du projet de loi « Hôpital, patients, santé et territoire » (HPST) qui menace de fermeture 130 établissements « pas suffisamment rentables », avec lequel Mme Bachelot, ministre de la Santé, espère économiser 5 milliards d'euros en 2008.

Rejoignez-nous ! C'est en nous mobilisant ensemble contre la logique régressive imposée par le gouvernement que nous préserverons un accès à des soins de qualité pour tous. Pour vous inscrire au collectif, transmettez vos coordonnées à l'adresse suivante :

comite-defense.hopital-de-pontoise@laposte.net

Signataires : CGT Hôpital, FO Hôpital, Syndicat autonome de l'hôpital de Pontoise, Association des maires républicains et socialistes du Val d'Oise, ATTAC, CGT Caf Val d'Oise, CGT Cnam Val d'Oise, Collectif unitaire de Cergy, Comité de Cergy pour un nouveau parti anticapitaliste (NPA Cergy), Comité de Pontoise pour un nouveau parti anticapitaliste (NPA Pontoise), FSU, LCR 95, Ligue des droits de l'homme, PCF Cergy-Pontoise, Pontoise à gauche vraiment, Pontoise ensemble, PS 95, Solidaires 95, Verts (Les)

Pendant ce temps-là, M. Sarkozy distribue près de 400 milliards aux banquiers qui ont fait des placements douteux. C'est le monde à l'envers !

On nous parle de pénurie de soignants. Mais à Magny en Vexin, on propose aux infirmières des départs volontaires avec indemnités de licenciement à condition qu'elles ne reviennent pas avant 5 ans dans la fonction publique !

ORGANISONS-NOUS !

Dans tout le pays, des hôpitaux sont menacés. Pour défendre l'hôpital public, des salariés, des usagers et des élus se mobilisent un peu partout. À Carhaix (Morbihan), la mobilisation a déjà permis d'empêcher la fermeture de la maternité. À Argenteuil, le collectif regroupe 300 personnes. À Pontoise, le 25 septembre dernier, une manifestation a réuni 800 salariés, usagers et élus. Ne laissons pas notre hôpital nous échapper !

Nous, salariés de l'hôpital, usagers, militants syndicaux, associatifs, politiques, avons décidé de constituer un collectif de défense de l'hôpital de Pontoise afin d'exiger :

- l'arrêt immédiat de toutes les suppressions et restructurations de services à Pontoise, et la réouverture des services qui ont été fermés. On estime que 500 malades ne pourront plus être accueillis à l'hôpital, et ces patients ne seront pas pris en charge dans le privé car ils sont trop coûteux, donc pas rentables pour la structure ;
- la fin de la logique d'entreprise et de rentabilité qui nie les besoins des populations ;
- un service public de santé répondant aux besoins de la population sur tout le territoire, axé sur des sites hospitaliers territoriaux de proximité comportant tous les services essentiels ;
- le retrait du projet de loi HPST.

(Décembre 2008)